

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

# La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 58

p.a.f. 0,60 € - février 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

## Arrêt des cadeaux au patronat, interdiction des licenciements !

Dans ce numéro:

*Après la grève contre le plan Galant à la SNCB*

*Centrales nucléaires :  
les profits à l'abri, les travailleurs en première ligne*

*Le terrorisme profite aux entreprises wallonnes*

*Cadeaux fiscaux :  
le ministre des finances ne veut pas des millions des riches*

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

## Pour qui travailles-tu, robot ?

Le thème officiel du 46ème forum mondial de l'économie qui réunit le gratin de l'économie et de la finance dans le petit village suisse de Davos, est la « 4ème révolution industrielle ». Et de nous expliquer que les robots menaceraient nos emplois.

Les robots ont bon dos ! Grâce au progrès technique, on est capable aujourd'hui de produire plus en moins de temps, en dépensant moins de travail humain. Mais ce sont les capitalistes qui se sont accaparés ces gains de productivité technologiques et ont licencié massivement.

Oui, aujourd'hui, on pourrait tous travailler moins, tout en ayant un niveau de vie bien plus élevé. Pour ça, il ne faut pas se débarrasser des robots, mais du système capitaliste, afin que le progrès technique serve enfin à l'humanité et non plus au seul profit.

## Panique à la Bourse

Les spéculateurs et autres détenteurs de capitaux s'affolent car, depuis le début de janvier, les cours des actions cotées à la Bourse ont perdu 10 % de leur valeur. Les « experts » redoutent un nouveau krach comme en 2008. Pour expliquer cette chute qui touche toutes les Bourses du monde, ils invoquent la faiblesse du pétrole, le ralentissement économique en Chine, la politique de la banque fédérale américaine, etc.

Toutes ces raisons existent. Mais la raison profonde, c'est que l'économie capitaliste est incapable de produire rationnellement les biens utiles à la population. Depuis des années que l'économie ralentit, que le chômage augmente, les capitalistes préfèrent spéculer plutôt que d'investir, quitte à contribuer à précipiter l'économie mondiale dans un nouveau chaos. Il est urgent de leur enlever le volant de cette machine folle.

## Qui sommes-nous ?

*Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.*

*Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.*

*De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Proletaires de tous les pays, unissez-vous !*

*Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.*

*Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.*

## De quoi faire la révolution

L'ONG Oxfam dénonce, dans un rapport intitulé « une économie au service du 1 % », l'explosion des inégalités dans le monde. Selon ses calculs, 62 individus détiennent autant de richesses que les 3,5 milliards de personnes les plus pauvres. En cinq ans la fortune de ces 62 milliardaires a augmenté de 44 % quand les revenus des 3,5 milliards de pauvres baissaient de 41 % !

Il faut en finir avec ce système capitaliste qui sème la misère et la mort.

### Pour nous contacter:

Ecrire à BP 62 5100 Jambes, sans autre mention

à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be),

ou par téléphone au 0479-44.81.52.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

### Site internet :

<http://www.lutte-ouvriere.be>

### Abonnements:

**Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)**

**Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)**

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :

Par virement au numéro de compte  
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1  
avec la mention : abonnement VdT  
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be))

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

# Arrêt des cadeaux au patronat, interdiction des licenciements !

Le simple fait que le constructeur d'automobiles Audi n'ait pas l'intention de fermer son usine à Forest en 2017, aura suffit pour déclencher une grande messe médiatique. Du premier ministre jusqu'aux divers ministres des Régions, on se félicitait d'avoir convaincu les dirigeants de cette entreprise de continuer à produire des voitures ici. L'un leur assurant des allègements fiscaux, le deuxième de former leur futur personnel et d'aider à la recherche, le troisième de développer les infrastructures nécessaires pour le développement des voitures électriques.

C'est ce que Charles Michel appelle être « business friendly, sexy pour les investisseurs, sexy pour l'emploi ».

Que les actionnaires trouvent ça sexy, c'est sûr. 140 millions d'euros d'argent public (en plus du reste) auront ainsi été déposés aux pieds d'Audi qui fait partie du groupe Volkswagen. Ce groupe n'a pas seulement participé à une révoltante tricherie environnementale planétaire, mais a aussi généré un bénéfice net de plus de 11 milliards d'euros en 2014. Sa famille actionnaire principale – la famille Porsche-Piëch – est une des plus grandes fortunes d'Allemagne et d'Autriche. Ils n'ont pas besoin de l'argent public qui manquera cruellement à la population !

Distribuer des cadeaux à ces actionnaires n'est nullement un exploit dont on peut être fier, mais peu importe aux ministres : être aux ordres des capitalistes, c'est leur raison d'être. Quant au fait que ce serait une bonne chose pour l'emploi, cela relève du mensonge grossier !

Si le gouvernement se souciait de l'emploi, il ne laisserait pas supprimer en ce moment même 3 000 emplois chez Proximus, une entreprise dont l'Etat est pourtant l'actionnaire majoritaire. Il ne mettrait pas en place un plan de restructuration à la SNCB qui coûtera 7 000 emplois. Et il n'assècherait pas les budgets des communes contraintes de licencier du personnel au point de ne plus pouvoir assurer leurs fonctions sociales les plus élémentaires.

Quand les dirigeants d'un grand groupe capitaliste décident de fermer une usine, ce ne sont pas les millions des Etats qui les convaincront du contraire.

Ford l'a montré, Opel l'a montré, ArcelorMittal l'a montré. Des cadeaux, les ministres leur en ont promis pour les faire changer d'avis. En 2009, Kris Peters avait même fait le voyage à Detroit pour les proposer personnellement au conseil d'administration de General Motors.

Il se trouve que les dirigeants de VW-Audi estiment, pour l'instant, qu'ils ont encore besoin de l'usine à Forest. Mais pourquoi se priveraient-ils d'un peu de chantage à l'emploi pour rafler quelques millions en prime ?

Les capitalistes n'ont jamais embauché personne pour « créer de l'emploi » ou pour faire plaisir à un ministre. Ils embauchent, quand ils peuvent vendre et que cela leur rapporte des profits. Quand cela ne rapporte pas assez à leur goût, ils jettent les travailleurs à la rue. Et rien dans le contrat actuel n'empêchera les actionnaires d'Audi de faire de même, s'ils le décidaient demain.

Tous ceux qui prétendent le contraire, peu importe leur couleur politique ou syndicale, mentent aux travailleurs ! Ce discours répété encore et encore malgré l'évidence même, prêche la résignation et la soumission des travailleurs aux intérêts capitalistes. Ils veulent faire croire que les travailleurs n'auraient pas d'autre choix, d'autres perspectives que d'espérer docilement qu'un patron veuille bien d'eux et que toute autre ambition serait vaine. Restez esclaves et dites merci au maître, voilà le message.

Ces prêches de soumission et tout ce spectacle ministériel ne méritent que le mépris des travailleurs. Les travailleurs ne sont pas impuissants ! C'est leur classe qui crée toutes les richesses, qui fait tout fonctionner dans la société. Par contre patrons et actionnaires ne peuvent rien sans les travailleurs ! Les travailleurs seraient en droit de défendre leurs propres intérêts et d'imposer leurs solutions ! Et la première chose, la mesure la plus élémentaire face à la crise serait d'interdire les licenciements, à commencer par les entreprises riches comme VW-Audi ! En retrouvant le chemin des luttes, les travailleurs sauront ôter aux capitalistes le pouvoir de détruire la vie de la population au gré de la conjoncture de leur économie folle !

### **Non à la liberté de licencier**

La direction de Proximus veut supprimer 3 000 emplois soit près de 25% de son effectif. L'État détient la majorité des actions de l'entreprise et a donc le pouvoir de décision. C'est donc le gouvernement qui va supprimer ces emplois dans une entreprise qui fait chaque année des centaines de millions de bénéfices.

### **Une mesure de remplacement de l'emploi**

Avec la suppression à vie des cotisations sur le premier emploi à partir de 2016, des dizaines de milliers de petits patrons et d'indépendants doivent réfléchir à la manière d'en profiter.

Les uns vont licencier leur employé pour le réembaucher aux nouvelles conditions ou un autre... D'autres encore vont diviser leur entreprise et en créer une, deux, trois pour réembaucher et toucher le pactole. Des petits patrons qui sont leur propre salarié vont se licencier pour se réembaucher... Comment peut-il en être autrement ? Sur 5 ans, cette mesure rapporte 44.650 € en moyenne, un an de salaire.

Dans une économie basée sur la concurrence entre patrons, profiter de cette possibilité n'est pas une option mais une obligation. Et les ministres libéraux qui prétendent que cela va créer des emplois nous mentent. Cela va seulement créer un trou de 580 millions dans le budget de la sécurité sociale, trou qu'ils chercheront à combler, comme Maggie de Block sur le dos des malades de longue durée, des pensionnés, des handicapés et de ceux qui n'ont pas de travail.

### **Travailler plus pour moins d'argent ?**

En alléguant que les cheminots auraient 53 jours de congé en moyenne, Jo Cornu, le patron de la SNCB, compte allègrement non seulement les journées récupérées pour les heures supplémentaires, mais aussi les jours de récupération pour limiter le travail aux 36h hebdomadaires.

En effet, lors des précédentes campagnes d'économies dans les chemins de fer, notamment sous Herman de Croo dans les années 80, les cheminots sont passés d'un régime de 40 à un régime de 38, puis de 36 heures à la fin des années 90... ! Un cheminot qui travaille 5x8 heures doit donc récupérer une demi-journée par semaine.

Lors de cette réduction du temps de travail, les salaires avaient baissé d'autant. Mais aujourd'hui Cornu voudrait faire repasser les cheminots à 37 heures/semaine pour commencer, sans ré-augmenter les salaires.

Mensonge, vol et abus ? En effet !



### **Ils sont responsables de ce qui va arriver !**

La Région wallonne est condamnée par la Commissaire européenne à la concurrence à réclamer 211 millions € d'aides jugées illégales au groupe sidérurgiste Dufenco.

Ces aides, versées par des organismes créés exprès pour cela par le gouvernement wallon, ont arrosé les actionnaires du groupe durant des années, et aussi un certain nombre d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires. Les travailleurs ont été pressurés, leurs salaires bloqués, soumis à des conditions de travail dangereuses, puis, quand le marché a cessé d'être profitable, ils ont été jetés par le patron avec la

complicité des ministres wallons et des dirigeants syndicaux. Aujourd'hui, que reste-t-il ? Des terrains pollués, des halls livrés à la rouille et des jeunes sans travail.

Certes, il est grotesque que l'Europe, dont la Banque centrale déverse chaque année près de 1 000 milliards € aux banques qui spéculent avec, s'érige en donneuse de leçon. Mais les travailleurs ne doivent pas se laisser prendre au piège : les uns comme les autres ne se préoccupent que de donner de l'argent aux patrons et actionnaires, ce qui entraîne la société vers la catastrophe.

**Turquie :**

## les travailleurs de Renault Bursa toujours mobilisés

Suite à la grève du printemps 2015, partie de l'usine Renault de Bursa (Turquie) entraînant plusieurs dizaines de milliers de travailleurs de la métallurgie, le gouvernement turc a annoncé récemment une hausse du salaire minimum de plus de 35 %. À Renault Bursa, les travailleurs se mobilisent à nouveau pour que cette augmentation soit répercutée sur tous les salaires ouvriers.

Ils font la grève des heures supplémentaires et manifestent régulièrement en fin d'équipe. Dans une vidéo datant de vendredi 15 janvier, on voit les travailleurs de l'équipe du matin se regrouper en arrivant, s'organiser selon les différents secteurs de l'usine, pour revendiquer la hausse de tous les salaires.

Ils crient à l'adresse de la direction "tu dois payer !", ou encore "tous ensemble !" et "Vive l'unité des travailleurs de Renault !"

Cette vidéo est sur Youtube, mots clés: Renault, Bursa, grève.

**France :**

## Une condamnation scandaleuse

Huit travailleurs du site de Goodyear à Amiens, en France, qui se battaient contre leur licenciement ont été condamnés par un tribunal à 24 mois de prisons, dont 9 fermes, pour « séquestration » de deux cadres. A leur sortie après avoir été retenus 30 heures, l'un des deux avait déclaré qu'il n'y avait « pas eu de comportement qui ait porté atteinte à notre intégrité physique ». Ils avaient retiré leur plainte, ainsi que la direction. Mais c'est l'État qui a maintenu la sienne.

Il ne s'agit là, pour le tribunal, pour la ministre de la justice, Taubira, pour le président Hollande, que d'un prétexte pour intimider les travailleurs qui veulent se défendre. Tous ces gens, patrons, juges, ministres sont solidaires contre les ouvriers.



**Nucléaire belge :**

## les profits à l'abri, les travailleurs en première ligne

En Belgique, les médias annoncent l'arrêt ou la reprise des centrales nucléaires chaque semaine, comme la météo. Une situation qui peut faire rire ceux à qui l'on prétend que « le nucléaire est une source d'énergie durable »... et qui habitent très loin, mais qui inquiète les habitants proches et les pays voisins comme l'Allemagne ou les Pays-Bas.

L'énergie nucléaire ne dépend certes pas du vent, capricieux, ni du soleil incertain au plat pays, mais après 40 ans d'exploitation... et d'irradiation, les installations sont vétustes et les pannes nombreuses. En 2012, des « milliers de microfissures » ont ainsi été découvertes dans l'acier de 2 cuves de confinement des bassins de refroidissement du combustible. Il a fallu 3 années de calculs et de test avant que les experts d'Electrabel et du gouvernement déclarent malgré tout ces réacteurs « bon pour le service ».

Il est vrai qu'entre temps, l'opinion publique avait été préparée par une psychose au black-out : durant l'hiver 2014, les téléspectateurs étaient avertis du risque de coupure électrique en même temps que le bulletin météo, des plans de délestage avec les zones prioritaires étaient publiés dans la presse, commune par commune.

Aucun délestage n'eut lieu « grâce à un hiver doux », mais le risque de black-out ne fut définitivement écarté

dans les médias que lorsque le gouvernement eut cédé sur la baisse de la taxe nucléaire de 550 à 150 millions € par an exigée par Electrabel (Engie, ex GDF-Suez).

Cet épisode a surtout servi à justifier la prolongation de l'exploitation des centrales, malgré la loi sur « la sortie du nucléaire » votée en 2003. Les discours des politiciens sur l'écologie et « la transition énergétique » ne pèsent pas lourd face à la volonté des groupes capitalistes, comme Engie, qui entendent préserver les profits plantureux qu'ils retirent des centrales amorties depuis longtemps.

Electrabel peut s'appuyer sur des promesses d'investissements, de création d'emplois, sur le soutien des partis politiques pour étouffer l'inquiétude de la population, mais en Allemagne et au Pays-Bas des manifestations poussent les autorités à revendiquer un droit de contrôle sur la gestion du nucléaire belge... à juste titre !

Il serait pourtant simple de savoir la vérité sur les incidents et l'état des installations si les travailleurs de ces centrales, y compris ceux des nombreuses firmes de sous-traitances, avaient le droit de dire tout ce qu'ils savent sur le sujet sans risquer de se retrouver à la rue sans salaire.

## Le terrorisme et les guerres rapportent gros... aux entreprises d'armement wallonnes

Les exportations d'armes de la Wallonie vers l'Arabie saoudite ont atteint 396 millions en 2014. Mais c'est sans compter les exportations de tourelle-canon de l'entreprise CMI (Cockerill Maintenance & Ingénierie) pour une valeur de 3,2 milliards vers le Canada... Ces « véhicules blindés légers » que le texte de la licence d'exportation du gouvernement wallon décrit d'ailleurs un peu trop gentiment comme « jeeps » font en effet partie d'une commande à destination d'Arabie saoudite. Ils n'y serviront pas à transporter des cheiks à un pique-nique dans le désert...



### Choisir entre la guerre et le chômage?

Ces exportations seraient aussi dans l'intérêt des travailleurs, nous dit-on. CMI n'est-elle pas une des rares entreprises de la région à avoir embauché ? Alors comme ça, il n'y aurait pas d'autre choix qu'entre des exportations d'armes et l'emploi ? En sachant qu'une partie de ces armes se retrouvent dans le camp de ceux qui tirent sur les soldats européens...

Mais les capitalistes ne veulent pas investir et développer des métiers bien plus utiles : il manque des logements sociaux, du personnel dans les hôpitaux, des cheminots, des milliards de paysans dans le monde seraient contents de disposer d'un tracteur fabriqué par des métallurgistes compétents...

Avec les bénéfices que les usines d'armement distribuent à leurs actionnaires, les milliards que les

gouvernements dépensent pour la guerre... tout le monde pourrait travailler et gagner sa vie honnêtement et utilement !

Le seul obstacle est le profit d'une poignée de capitalistes.

### Sous le sapin : les marchands d'armes font le plein de cadeaux

Juste avant les fêtes, le gouvernement a fixé le « plan stratégique pour la défense ». Sous le sapin : 9,2 milliards pour acheter d'ici 2030, 34 nouveaux avions de combats, 2 frégates, six chasseurs de mines, six drones...

Le gouvernement peint l'avenir en kaki.

### Des leçons de respect de Theo Francken

Suite aux événements à Cologne où une centaine de femmes se sont fait agresser sexuellement dans la foule du réveillon de la nouvelle année par une bande de jeunes hommes dont une partie au moins aurait été « originaire d'Afrique du Nord ou arabe », Theo Francken propose des cours de « respect pour les femmes » pour les réfugiés.

On se demande pourquoi seulement pour les hommes réfugiés/étrangers ? Alors qu'ici en Belgique, en 2014, la police a enregistré 8 viols par jour et estime que cela correspond à 7% des cas réels. En 2013, plus de 162 femmes sont mortes suite à des violences conjugales... Et la plupart de ces hommes violents sont belges d'origine !

Oui, beaucoup d'hommes ont encore à apprendre à respecter les femmes. Mais ce ne pourra venir de politiciens pour qui les agressions contre les femmes ne sont qu'une occasion de faire de la démagogie contre les étrangers. Ce sont celles et ceux d'ici et d'ailleurs qui militent pour le respect de tout être humain qui le feront!

### Des profits qui sentent le sang et la sueur

Une enquête d'Amnesty International dénonce les conditions dans lesquelles le minerai de cobalt est extrait en République démocratique du Congo (RDC). Le cobalt est l'un des constituants essentiels des batteries équipant les smartphones et autres tablettes. Il est extrait avec des méthodes dignes du Moyen-Age, souvent à main nue. Les travailleurs, hommes, femmes et enfants, y risquent leur vie et usent leur santé pour des salaires de famine.

L'ONG a alerté les multinationales qui fabriquent ces appareils pour qu'elles se préoccupent de l'origine du cobalt de leurs batteries. Comme s'il était possible de toucher la conscience des actionnaires d'Apple, Lenovo, Samsung ou autres Alcatel ! Croire qu'ils pourraient agir pour autre chose que leurs profits, c'est demander à des charognards de devenir végétariens.

## Les luttes collectives restent le seul moyen pour les travailleurs de défendre leurs intérêts

A l'occasion de la grève du rail, les cheminots ont été l'objet d'une campagne de dénigrement, les dépeignant comme des privilégiés ayant beaucoup de congés et qui refuseraient de travailler 2 jours de plus.

C'est tout le mépris de la classe bourgeoise qui s'étalait sur les pages des journaux et qui dégoulinait des postes de télévision, alors qu'elle ne doit ses richesses qu'au travail des salariés.

L'enjeu est bien plus grand que deux jours de congé. 7 000 emplois sont appelés à disparaître par le non-remplacement des départs en pension, une économie de 20%. Ces mesures ne rendront certainement pas les chemins de fer plus efficaces pour les usagers, mais visent à les rendre plus rentables pour de futurs actionnaires privés.

Mais même s'il ne s'agissait « que » de deux jours de congé, pourquoi les supprimer ? Pourquoi faut-il travailler toujours plus, alors que le nombre de chômeurs ne cesse d'augmenter ?! Cette organisation du travail où les uns croupissent au chômage tandis que les autres se tuent au travail est irrationnelle et inacceptable, sa seule raison c'est le profit. C'est en faisant faire le travail par moins de travailleurs moins payés que les capitalistes ont augmenté leurs profits. Des profits tellement importants qu'ils ne savent même plus quoi en faire, à part des spéculations financières catastrophiques.

Les cheminots ont raison de ne pas se laisser faire ! Beaucoup ne se sont pas laissés freiner par la division et la lâcheté des directions syndicales plus attachées à leurs places d'administrateurs qu'aux intérêts des travailleurs. En

Flandre où les directions des principaux syndicats ont abandonné la grève, 30% des trains n'ont pas pu rouler.

Le patronat et le gouvernement à son service prévoient aussi d'importantes attaques contre le droit de grève. L'accord de gouvernement prévoit la réquisition de cheminots pour assurer un service minimum en cas de grève, avec le but affiché d'affaiblir la grève. Certains voudraient limiter les possibilités d'appel à la grève des syndicats et sanctionner les cheminots qui feraient grève sans y avoir été appelés par un syndicat.

Il serait naïf de croire que de telles mesures restrictives, une fois passées, se limiteraient à la SNCB. Une commission parlementaire penche en ce moment sur une nouvelle loi pour restreindre le droit de grève.

Ah oui, ceux qui gouvernent et ceux qui encaissent les profits voudraient que les travailleurs se laissent faire sans broncher : accepter que leurs salaires, pensions et allocations de chômage baissent, accepter que leur emploi dont dépend toute leur vie, soit sacrifié pour augmenter les dividendes des actionnaires, et en plus accepter de payer la dette des banquiers et des grands actionnaires...

Mais rien n'empêchera les explosions de colère sociale de se produire tôt ou tard.

La classe capitaliste, le gouvernement et les médias à son service reculent ce moment en semant la division, entre le public et le privé, les travailleurs avec ou sans statut, sous CDI ou intérimaire, de telle origine ou de telle autre. Et tout est fait pour

monter l'opinion publique contre l'idée même de se défendre collectivement.

Or, les attaques contre les cheminots sont les mêmes que celles subies par tous les travailleurs : des ouvriers dans les usines jusqu'aux employés des banques, du personnel des hôpitaux à celui des écoles et des employés des communes. Et tout recul imposé à une catégorie de travailleurs encourage la classe capitaliste à de nouvelles attaques contre d'autres catégories de travailleurs.

C'est pour ça, que la lutte d'une catégorie de travailleurs doit devenir celle de tous. C'est ensemble que les travailleurs pourront imposer qu'on répartisse le travail entre tous avec maintien du salaire. Une mesure qui, avec l'interdiction des licenciements, est seule à même de vraiment résoudre le problème du chômage qui gangrène toute la société, et qui garantira aussi le personnel nécessaire aux services publics.

C'est ensemble qu'ils peuvent imposer le contrôle sur les comptes des entreprises privées et des banques. Ce qui permettra non seulement de se rendre compte qu'il y a l'argent pour maintenir tous les emplois, mais aussi de mesurer l'ampleur du siphonage des budgets des services publics par des sociétés privées.

Alors oui, les luttes collectives restent le seul moyen pour les travailleurs de défendre leurs intérêts fondamentaux, et le seul moyen de changer cette société capitaliste barbare.

## (Not) Only in Belgium

La Commission européenne estime que certains traitements fiscaux réservés aux entreprises multinationales ne sont pas légaux. Les entreprises concernées, parmi lesquelles AB Inbev (1,748 milliards € de profits et 0 euros d'impôt en 2013), devraient rembourser 700 millions d'euros au fisc.

Mais les dirigeants du pays qui font régulièrement la pub auprès des actionnaires de ces grandes entreprises pour les avantages fiscaux qui les attendent « only in Belgium », tremblent à l'idée de réclamer de l'argent à la riche bourgeoisie. Les riches ont des avocats... et surtout les moyens de mettre fin à la carrière d'un ministre des finances.

Non, les ministres préfèrent tous la vieille recette défendue en ce moment avec véhémence par Bart de Wever : faire des économies dans la sécurité sociale, sur le dos des futurs pensionnés, des malades de longue durée, des chômeurs et des travailleurs en général...



### Etat sangsue

A partir du premier février, l'Etat pourra recouvrer les amendes (stationnement, dépassement de vitesse, sanctions administratives communales...) en les déduisant des remboursements fiscaux. De même, il peut faire retenir l'amende sur le salaire par l'employeur ou le récupérer directement sur le compte en banque.

Même si les premiers 1 037 € de revenu mensuel ne sont pas saisissables, dans beaucoup de familles populaires ces amendes passeront ainsi de force devant toutes les autres priorités : frais médicaux, voyage scolaire, paiement du loyer... Alors que les occasions de s'en voir infligées se multiplient...

A comparer à l'amnistie fiscale permanente et autres « rulings » réservés aux plus riches fraudeurs.

### Une société au bord de l'effondrement

Le tunnel Stéphanie à Bruxelles sera fermé pour au moins un an. Des microfissures se sont transformées en macrofissures et tout l'édifice menace de s'effondrer sur les automobilistes dans les files en-dessous. C'est le chaos complet assuré, avec des heures dans les embouteillages et des milliers de travailleurs en retard au travail. Mais c'est bien ça la politique d'austérité : les budgets partis dans les coffres forts des banques et des grandes entreprises, les autorités ferment les yeux pourvu que ça tienne... jusqu'à ce que ça ne tienne plus.

### Mons 2016 : les masques tombent

Le mois de janvier n'est pas encore terminé que des dizaines de suppressions d'emplois sont annoncées dans la foulée de Mons 2015 : 100 contrats CDD et 20 contrats CDI au Manège et 6 à Télé-MB.

Les salariés sont mis brutalement devant le fait accompli. Les directions ont dissimulé leurs intentions jusqu'au dernier moment de 2015, et veulent faire passer ces attaques au plus vite, en prétextant une situation financière dramatique. Voilà la récompense des nombreuses heures supplémentaires et du dévouement de ces travailleurs pour réussir un projet que les responsables de la Ville leur ont vendu comme porteur d'avenir.

Les nouveaux musées perdent une partie de leur personnel et de leur budget de fonctionnement. La Médiathèque est fermée, et d'autres institutions culturelles sont menacées. Une situation qui, du reste, préfigure des mesures semblables à l'échelle de la Wallonie et de Bruxelles.

Les responsables politiques se moquent des besoins de la population, que ce soit en matière d'emplois ou d'accès à la culture. Les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter leur diktat sans réagir et se défendre.

### Les empoisonneurs

A Flint, dans le Michigan (USA), une ville dont la population est majoritairement ouvrière dans l'automobile, pauvre et noire, dix personnes sont mortes de légionellose et plus de 40 ont été gravement empoisonnées au plomb l'an dernier. Des dizaines de milliers d'enfants ont des taux de plomb dans le sang beaucoup trop élevés. La cause ? Pour faire des économies, la ville, mise sous tutelle par le gouverneur, a été volontairement déconnectée du réseau d'eau potable et puisait dans la rivière voisine largement polluée par l'industrie.

Il a fallu la mobilisation des habitants et de multiples expertises médicales pour que l'Etat fédéral accorde une subvention permettant de raccorder la ville au réseau d'eau.

Cette situation dans le pays le plus riche de la planète juge ce système économique.